

Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales
Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales
Band: 25 (1967)
Heft: 1

Artikel: L'aide des pays membres du COMECON en faveur des pays en voie de développement
Autor: Agoston, Istvan
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-136196>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 15.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'aide des pays membres du COMECON en faveur des pays en voie de développement¹

Istvan Agoston
Dr ès sciences politiques,
Institut Battelle, Genève

Rappelons brièvement que le COMECON ou, selon son appellation officielle, le Conseil d'assistance économique mutuelle, est une organisation interétatique à caractère économique, dont le but est de promouvoir la coopération économique entre ses membres, sur la base de la division internationale socialiste du travail. Créé en 1949, son secrétariat est situé à Moscou et ses membres sont, à part l'Union soviétique, les sept démocraties populaires de l'Europe de l'Est, ainsi que la Mongolie. Les autres pays reconnus comme socialistes, c'est-à-dire la Chine continentale, le Vietnam du Nord, la Corée du Nord, la Yougoslavie et Cuba, ne font pas partie de cette organisation.

L'Union soviétique et six démocraties populaires de l'Europe de l'Est, à l'exclusion de l'Albanie, sont ou ont été des sources d'assistance pour les pays en voie de développement. Il convient de souligner que le COMECON, en tant qu'organisation, n'apporte pas d'assistance. Ce sont donc les pays socialistes individuels groupés dans le COMECON qui sont la source de l'aide.

Par pays en voie de développement nous entendons tous les pays asiatiques, africains et sud-américains ayant un système d'économie de marché, et qui sont généralement considérés comme étant peu développés.

Ces définitions excluent donc l'aide économique intra-COMECON, l'aide des pays du COMECON aux pays socialistes non-membres de cette organisation (tels que Cuba) et l'assistance du COMECON accordée aux pays européens (Chypre, Grèce, Islande).

I. LES MOTIFS DE L'ASSISTANCE SOCIALISTE

Le programme d'aide en provenance des pays du COMECON en faveur des pays en voie de développement appartenant au système de l'économie de marché, a débuté en 1954. Au cours des douze dernières années, une trentaine de pays en ont bénéficié. Bien que ce nombre et les montants accordés soient sensiblement inférieurs à ceux de l'aide que dispensent les pays de l'OCDE, nous allons voir que les efforts d'assistance entrepris par les pays du COMECON sont très considérables. Quelles sont les raisons qui motivent cet effort, alors que l'on sait que tous les membres du COMECON font continuellement face à diverses difficultés économiques, que les mouvements de crédits à l'intérieur même du COMECON sont assez réduits et que les ressources intérieures de ces pays ne sont pas très abondantes, sauf en URSS. Il y a de nombreuses raisons qui ne militent pas en faveur d'un apport d'aide à l'extérieur. On ne peut en effet s'empêcher d'être étonné en voyant la Bulgarie accorder un crédit de 180 millions de dollars, alors que son propre niveau économique se compare difficilement avec celui de la Grèce, pays qui, pourtant, ne fait aucun effort d'assistance financière en faveur des pays en voie de développement. Et que dire du cas de la Hongrie, perpétuellement en butte à des problèmes d'importation et qui, pourtant, s'engagea en 1960-61 pour 140 millions de dollars. Au même moment, sa voisine

¹ Conférence donnée dans le cadre de l'Association pour le Développement International, section de Genève.

l'Autriche, ayant un degré de développement sensiblement supérieur au sien, se contenta d'accorder aux pays en voie de développement que le 16 % (c'est-à-dire 28 millions de dollars) des engagements hongrois.

Il y aurait aussi des arguments d'ordre idéologique susceptibles de s'opposer à l'aide aux pays non socialistes: en effet, l'aide économique est une technique de ceux qui préconisent la stabilité et des réformes graduelles, et paraît incompatible avec la doctrine de la lutte des classes et de la révolution sociale.

Il semble que les fondements de l'aide COMECON sont à la fois idéologiques et politiques, mais aussi, dans une certaine mesure, économiques.

Considérations idéologiques

Le noyau idéologique de l'aide aux pays en voie de développement réside dans la théorie de l'internationalisme prolétarien que Mikoyan a exposée dans la *Pravda*, dans les termes suivants:

« L'Union soviétique et les autres pays socialistes sont entrés sur la scène de la vie des peuples sous-développés. Ils y ont apporté leurs méthodes justes pour développer des liens économiques sur la base de l'égalité, et leurs intentions nobles pour faciliter les progrès de ces peuples. Nous avons appris cela du grand Lénine. C'est un exemple de l'internationalisme prolétarien pratiqué dans des conditions modernes. »

Considérations politiques

Selon les Russes, « toutes les formes du système colonial de l'impérialisme sont condamnées à disparaître sous les coups des guerres de libération nationale conduites par les peuples contre leurs oppresseurs ». Devant ces guerres justes, l'attitude des pays socialistes doit être la plus favorable.

La première tâche de l'aide socialiste est de permettre à ces pays neufs de parachever leur révolution contre l'impérialisme. Cette politique découle de la théorie marxiste-léniniste de la « révolution en deux étapes », où la phase de la révolution prolétarienne est précédée par la phase nationale-démocrate.

Afin de pouvoir achever la première phase de leur révolution, les pays en voie de développement ont besoin, disent les Soviétiques, de développer leur économie, en commençant par l'industrie lourde et en procédant à une réforme agraire. Ces deux programmes ne peuvent cependant être accomplis sans l'aide extérieure. Or, toujours selon la doctrine soviétique, l'aide apportée par les puissances occidentales conduit au néo-colonialisme, à l'instabilité politique et à un taux d'expansion très faible. Pour cette raison, les pays libérés ont et auront encore besoin longtemps de l'expérience et de l'aide des pays socialistes, ayant été eux-mêmes sous-développés pendant la période capitaliste.

Au cours de la première phase de la révolution, le but politique de l'aide soviétique est donc d'exercer autant d'influence que possible sur les pays en voie de développement, en présentant leur modèle comme la seule solution possible aux problèmes économiques de ces pays. Elle ne vise pas, à ce stade, à les faire passer dans le camp socialiste, mais à obtenir le relâchement des liens qui les rattachent aux pays occidentaux. Pour cette raison, les destinataires de l'assistance ne sont pas forcément des pays plutôt « durs » à l'égard des Occidentaux. Il suffit de penser à l'aide accordée au Pakistan, à la Tunisie et à l'Éthiopie.

Cependant, la préparation de la deuxième phase de la révolution n'est pas négligée, même si la réalisation de cet événement n'est pas attendue avant dix ou vingt ans.

En effet, l'aide socialiste aux pays sous-développés est rarement motivée par des considérations à court terme. L'aide lors d'une pénurie alimentaire ou celle destinée à résoudre des problèmes de balance des paiements est exceptionnelle. L'aide est concentrée pour la création d'institutions économiques « susceptibles de provoquer des changements historiques corrects » dans ces pays. L'objectif principal n'est pas seulement de faire sortir les pays du tiers monde du sous-développement, mais aussi d'accélérer la transition du sous-développement au socialisme.

En résumé, les buts politico-idéologiques de l'assistance socialiste aux pays non socialistes ont pour point de départ « la théorie de l'internationalisme prolétarien adaptée aux conditions modernes » et visent à l'affaiblissement du capitalisme par le biais du détachement des pays du tiers monde de l'influence exclusive de l'Occident. Dans l'immédiat et à court terme, il s'agit d'obtenir et de maintenir la neutralité de ces pays, tout en contribuant à la création des conditions de changements plus profonds qui les feront passer dans le rang des pays socialistes, à plus ou moins long terme. Les Soviétiques n'imposent pas de délai pour cela, étant persuadés que le temps travaille pour eux et que les « forces historiques » vont dans ce sens.

Considérations économiques

Les facteurs économiques qui déterminent l'aide socialiste découlent, d'une part, des facteurs politiques mentionnés, étant entendu que, selon la grande encyclopédie soviétique, « les relations économiques internationales s'intègrent à l'ensemble de la politique étrangère de l'URSS ». D'autre part, les crédits accordés à long terme permettent d'augmenter le volume des échanges des pays socialistes avec le tiers monde, et rendent possible l'importation de certaines denrées et matières premières que les pays socialistes ne produisent pas. Ces importations sont d'autant plus significatives qu'elles ne nécessitent pas l'intervention de devises fortes, toujours rares dans les pays socialistes, étant donné que ces échanges prennent, dans la plupart des cas, la forme du troc bilatéral.

Les considérations des coûts comparatifs peuvent également entrer en ligne de compte. En effet, les livraisons en provenance des pays en voie de développement, soit à titre de remboursement de crédits, soit plus tard sur une base commerciale, peuvent apparaître plus avantageuses que l'expansion de la production domestique.

Dans ce sens, l'aide économique du COMECON peut être considérée dans une certaine mesure comme l'extension vers les pays en voie de développement de la division internationale du travail qui existe entre les membres du COMECON.

II. LES DIFFÉRENTES FORMES DE L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE ACCORDÉE PAR LES PAYS DU COMECON

Il y a trois formes principales d'assistance en faveur des pays en voie de développement: l'aide financière, c'est-à-dire: crédits d'investissement, assistance technique et commerce international. Bien que ces trois formes soient intimement liées, nous nous bornerons à traiter surtout de l'aide financière.

1. L'assistance financière

Analyse quantitative

a) L'effort global des pays du COMECON

Comme le tableau I l'indique, le montant total des crédits engagés en faveur des pays en voie de développement, par les sept pays du COMECON, s'élève, au cours des douze

Tableau I
Evolution des montants de l'aide financière
(économique seule, sans militaire)
(en millions de dollars)

	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961	1962	1963	1964	Total 11 ans	Moyenne annuelle	
													Enga- ge- ments	Verse- ments
Pays du COMECON (Engagements) . . .	40	150	292	370	480	993	675	1125	430	250	1200	6005	546	150
Pays de l'OCDE (+ Japon)														
Secteur public . . .	1900	1900	3300	3900	4400	4300	4900	6100	6000	6000	6000	48.700	?	4427,3
Secteur privé . . .	1600	1600	2900	3600	2900	2700	3000	3000	2500	2000	2700	28.500	?	2590,0
Total OCDE	3500 ¹	3500 ¹	6200	7500	7300	7000	7900	9100	8500	8000	8700	77.200	?	7017,3
Comparaison (en %)														
COMECON/														
OCDE total	1,1	4,3	4,7	4,9	6,6	14,2	8,5	12,3	5,0	3,1	13,8	7,8	x	2,4
Comparaison (en %)														
COMECON/														
OCDE secteur														
public	2,1	7,9	8,8	9,5	11,0	23,0	13,8	18,5	7,2	4,2	20,0	12,3	x	3,4

¹ Moyennes annuelles.

dernières années, à 6 milliards de dollars, sans compter les dons et les crédits à fins militaires.

Si l'on compare ce montant global au total de l'assistance publique et privée apportée par les pays de l'OCDE pendant la même période, on constate qu'en chiffres absolus, l'effort du COMECON ne représente qu'un peu moins de 8 % de celui de l'OCDE.

En effet, en chiffres absolus, les pays de l'OCDE ont donné presque treize fois autant que ceux du COMECON. Au cours des cinq dernières années (1960-1964), ce rapport a été à peu près maintenu.

Cependant, si l'on considère les chiffres par habitant, et qu'on les compare avec le niveau *estimé* du produit national brut des deux régions, on obtient un tableau plus nuancé, qui montre l'effort du COMECON sous un jour beaucoup plus favorable. La moyenne annuelle des engagements du COMECON signifie une dépense de 2,5 dollars par habitant des pays membres. Pour les habitants des pays de l'OCDE, le chiffre des versements effectifs est à peu près quatre fois plus élevé, soit exactement 9,75 dollars. Ce rapport est déjà beaucoup plus favorable au COMECON que le précédent. Il devient encore plus favorable si l'on prend en considération les niveaux respectifs du montant du produit national brut par habitant, dans les pays du COMECON et dans ceux de l'OCDE. En effet, selon les estimations, ces derniers sont de deux à deux fois et demie plus riches que les premiers.

Ainsi, nous pouvons conclure que, compte tenu de ces facteurs, l'effort global des pays du COMECON correspond à peu près à la moitié de l'effort d'assistance des pays de l'OCDE.

Nous avons parlé d'efforts globaux, alors que nous aurions dû dire intentions globales. En effet, les versements effectifs, par rapport aux engagements pris, montrent un décalage substantiel pour les pays du COMECON. On estime qu'environ 26 % des engagements totaux du COMECON ont été versés jusqu'à la fin 1962, c'est-à-dire environ 150 millions de dollars par an. La comparaison de ce montant avec les versements effectifs de l'OCDE réduit à 2,4 % le rapport du COMECON à l'OCDE. L'examen de ces deux séries de chiffres nous permet de conclure que, si les engagements conclus et annoncés par les pays du COMECON témoignent d'une intention d'aide remarquable et dont les ordres de grandeur, compte tenu des circonstances citées, permettent la comparaison avec l'effort fourni par les pays de l'OCDE, il en est tout autrement lorsqu'on examine l'*exécution pratique* de ces engagements. Autrement dit, les pays socialistes promettent beaucoup et fournissent peu; ce qui souligne le caractère politique de certains de leurs engagements annoncés. La lenteur de l'exécution de ces engagements est probablement liée aux problèmes économiques internes des pays membres du COMECON, et laisse prévoir des perspectives d'avenir, en somme, assez limitées en matière de crédits socialistes en faveur des pays en voie de développement.

Le tableau II donne la composition par pays membre de l'aide socialiste pour la période 1954-1962. Il en ressort que la part des six démocraties populaires a été de 21 % du total des crédits distribués et de 28,6 %, si l'on s'en tient aux crédits économiques. Le reste concerne l'Union soviétique. La participation des six pays s'est notablement accrue au cours des années 1960-1962, où elle a atteint 44 % du total. Parmi les démocraties populaires, c'est la Tchécoslovaquie qui a fourni les efforts les plus importants, en valeur absolue et par tête d'habitant. En effet, calculés par habitant, les crédits distribués par la Tchécoslovaquie au cours de la période 1954-1962 totalisent 35 dollars par habitant, alors qu'en Union soviétique, ce chiffre ne s'élève qu'à 22,4 dollars.

Tableau II

L'effort des pays socialistes donateurs d'aide
(en millions de dollars et en %)

Pays	Engagements							Versements			
	Crédits économiques				Dons	Crédits militaires	Aide totale	Répartition du total (%)	Aide par habitant \$	Exécution effective	En % des engagements totaux
	1954-1956	1957-1959	1960-1962	Total							
Allemagne orientale	—	29	67	96	—	—	96	1,7	5,60	?	—
Tchécoslovaquie	100	102	276	478	—	—	478	8,0	35,15	?	—
Pologne	—	54	218	272	—	—	272	4,4	9,15	?	—
Hongrie	—	—	141	141	—	—	141	2,3	14,10	?	—
Roumanie	—	11	100	111	—	—	111	1,8	6,0	?	—
Bulgarie.	—	—	180	180	—	—	180	2,9	22,75	?	—
Total des six démocraties populaires	100	196	982	1278	—	—	1278	21,1	13,20 ¹	250	19,5
URSS	382	1647	1248	3277	245	1282	4804	78,9	22,40 ²	1350	28,1
Total	482	1843	2230	4555	245	1282	6082	100	19,55 ³	1600	26,3
En %				75 %	4 %	21 %	100 %				
La part des démocraties populaires dans le total (en %)	20,8	10,5	44	28,6	—	—	21,1				

Pour l'aide économique exclusivement:

¹ En moyenne annuelle pendant 1960-1962: 3,33 dollars par habitant par an.
² En moyenne annuelle pendant 1960-1962: 2,15 dollars par habitant par an.
³ TOTAL moyenne annuelle pendant 1960-1962: 2,50 dollars par habitant par an.

Tableau III
Répartition de l'aide socialiste entre pays bénéficiaires

Pays bénéficiaires	1954-1956	1957-1959	1960-1962	Crédits totaux	Dons	Aide militaire	Aide totale	% de répartition	Ex. eff. des engagements économiques	En % des engagements économiques	Aide totale per capita (\$)	Aide totale P.I.B. par hab. ¹ (%)	Aide COMECON aide USA (économiques seules) 1948-1962
1. Afghanistan	137	48	200	385	140	38	563	9,2	255	66,2	38,5	7,9	237
2. Birmanie	—	10	90	100	—	—	100	1,6	32	32,0	4,5	1,0	102
3. Cambodge	—	29	13	42	33	—	75	1,2	30	71,4	13,2	1,7	26
4. Ceylan	—	57	23	80	16	—	96	1,6	18	22,5	9,2	0,9	87
5. Inde	115	649	237	1001	4	—	1005	16,6	330	33,0	2,2	0,4	25
6. Indonésie	100	173	426	699	1	590	1290	21,3	300	42,9	13,2	2,1	95
7. Irak	—	138	69	207	—	188	395	6,6	40	19,3	59,8	3,5	1010
8. Iran	—	6	—	6	—	—	6	0,1	6	100,0	0,3	0,02	1
9. Laos	—	—	12	12	—	—	12	0,2	2	16,6	6,4	0,9	15 ?
10. Nepal	—	23	20	43	27	—	70	1,1	10	23,2	7,5	1,7	111
11. Pakistan	—	3	30	33	3	—	36	0,5	7	21,2	0,4	0,1	2
12. Syrie	—	193	52	245	—	128	373	6,1	90	36,4	74,6	5,8	255
13. Yémen	—	42	—	42	2	17	61	1,0	30	71,4	12,2	2,7	192
Asie totale (13 pays)	352	1371	1172	2895	226	961	4082	67,1	1150	39,7	5,4	x	36,0 %
14. Algérie	—	—	2	2	—	—	2	0,03	2	100,0	0,2	0,01	— ?
15. Ethiopie	—	101	12	113	2	—	115	1,9	5	4,4	5,7	1,6	97
16. Ghana	—	—	171	171	—	—	171	2,8	55	32,2	22,0	1,5	125
17. Guinée	—	35	85	120	6	1	127	2,1	35	29,2	39,7	3,8	874
18. Mali	—	—	73	73	—	—	73	1,2	10	13,6	17,0	1,6	1920
19. Maroc	—	—	12	12	—	4	16	0,3	4	25,0	1,3	0,01	5
20. R.A.U.	100	257	343	700	5	315	1020	16,8	259	37,0	37,8	3,6	114
21. Somalie	—	—	87	87	6	—	93	1,5	10	10,8	46,5	10,1	250
22. Soudan	—	—	25	25	—	1	26	0,4	5	19,3	2,1	0,3	35
23. Tunisie	—	—	48	48	—	—	48	0,8	15	31,2	11,1	1,1	16
Afrique totale (10 pays)	100	393	858	1351	19	321	1691	27,8	400	29,6	16,3	x	8,4 %
24. Argentine	30	79	—	109	—	—	109	1,8	32	29,3	5,1	0,1	17
25. Brésil	—	—	200	200	—	—	200	3,3	18	9,0	2,7	0,1	11
+ 4 pays: Cuba, Chypre, Islande, Yougoslavie.													
Amérique latine totale	30	79	200	309	—	—	309	5,1	50	16,2	3,2	x	13,0 %
Total	482	1843	2230	4555	245	1282	6082	100,0	1600	35,1	6,4 ²	x	33,0 %

¹ Le produit intérieur brut (P.I.B.) de 1958 projeté sur 9 ans = diviseur. ² Pour 950 millions d'habitants

Il est curieux de constater qu'en même temps, l'Allemagne de l'Est, dont le niveau de développement économique est très voisin de celui de la Tchécoslovaquie, n'a fourni que 5,5 dollars par habitant.

Le tableau indique en outre que l'URSS, en plus des crédits économiques, a accordé pour environ 1,3 milliard de dollars de crédits militaires et a fait des cadeaux pour 245 millions de dollars. Les démocraties populaires, quant à elles, se bornent à pratiquer les crédits économiques, à l'exclusion des dons et des crédits à des fins militaires. Du total de l'aide du COMECON, 75 % sont des crédits économiques, dont la moitié a été souscrite en 1960-1962, 21 % sont des crédits militaires et 4 % des dons.

En ce qui concerne les versements effectifs, les démocraties populaires sont plus fortement en retard que l'URSS. Elles n'ont versé que 250 millions de dollars, représentant moins de 20 % des engagements auxquels elles avaient souscrit. Cela peut s'expliquer par le caractère beaucoup plus récent de l'assistance de ce groupe de pays.

b) Les destinataires de l'assistance financière

Le tableau III indique, pour la période 1954-1962, la répartition de l'aide financière du COMECON entre les vingt-cinq pays bénéficiaires, situés dans l'aire géographique définie au début de cet exposé. Les treize pays d'Asie ont reçu plus des deux tiers de cette aide. Onze pays africains en ont pris un peu plus d'un quart et l'Argentine et le Brésil partagent les 5 % restant.

La première caractéristique de la répartition des crédits socialistes, c'est leur très haut degré de concentration. S'il est vrai que vingt-cinq pays en ont reçu, plus des trois quarts de l'aide financière se répartit entre six pays seulement, notamment, dans l'ordre d'importance de l'aide reçue: entre l'Indonésie, l'Egypte, l'Inde, l'Afghanistan, l'Irak et la Syrie. Presque le quart de toute l'aide socialiste est allé à un seul pays, l'Indonésie. Plus de la moitié des crédits consentis à l'Afrique est allée à la seule République arabe unie (Egypte).

La presque totalité des dons faits par l'Union soviétique a été pour les pays asiatiques; plus de la moitié de ces dons a été accordée à l'Afghanistan.

Les principaux bénéficiaires de l'aide militaire ont été l'Indonésie, l'Irak, la Syrie et l'Afghanistan.

Si l'on envisage le montant des engagements consentis par habitant dans les pays bénéficiaires, nous pouvons constater qu'il n'y a que deux pays où le seuil des 50 dollars par habitant a été franchi. Ces deux pays sont la Syrie et l'Irak. Pour quatre pays, l'aide socialiste se situe entre 25 et 50 dollars par habitant, notamment pour l'Afghanistan, la Guinée, l'Egypte et la Somalie.

Enfin, huit pays ont reçu moins de 5 dollars par habitant: la Birmanie, l'Inde, le Maroc, le Soudan, le Brésil, l'Algérie, l'Iran et le Pakistan; les trois derniers ont reçu moins d'un dollar. Il s'agit de l'aide reçue avant 1963.

En comparant l'aide socialiste au produit intérieur brut des pays bénéficiaires (voir l'avant-dernière colonne du tableau III), nous pouvons nous faire une idée du rôle joué par l'aide du COMECON dans l'économie des pays receveurs d'aide. Tous les pays bénéficiaires de l'assistance socialiste reçoivent également de l'aide des pays occidentaux. La dernière colonne du tableau III compare l'aide du COMECON avec celle que les Etats-Unis ont accordée entre 1948 et 1962 aux pays bénéficiaires. On constate que dans onze pays, l'aide socialiste dépasse celle de l'Amérique. Dans six pays, elle la dépasse même de 2 à 19 fois.

Dans certains pays, l'aide socialiste a une part très importante dans le total de l'assistance financière reçue de diverses sources étrangères. C'est ainsi que 85 % des crédits reçus par la Guinée entre 1960 et 1963 provenaient du COMECON. Cette proportion s'élève à 35 % pour Ceylan (années 1957-1961), à 30 % pour l'Égypte (années 1958-1962), et à 22 % pour l'Inde (années 1957-1962).

Ceci est pour les engagements. Où en sommes-nous avec les versements ou les livraisons effectifs ?

Le degré d'exécution des engagements varie assez fortement d'un pays à l'autre. D'une manière générale, les pays asiatiques sont plus favorisés que les autres. Par contre, les six pays prioritaires du point de vue des engagements ne le sont pas nécessairement pour les livraisons effectives.

Si l'on fait abstraction de l'Algérie et de l'Iran, qui ont obtenu leurs montants minimes à 100 %, il n'y a que trois pays sur les vingt-cinq qui aient reçu plus de 50 % — jusqu'en 1963 — de ce qui leur avait été promis. Ce sont le Yémen, le Cambodge et l'Afghanistan, ce dernier étant le seul pays, parmi les six prioritaires, à avoir été si bien servi. Treize pays ont été satisfaits à concurrence de 21 à 50 % des engagements pris à leur égard et sept n'ont effectivement reçu que moins de 20 %. L'Éthiopie n'a encore vu, au début 1963, que 5 millions de dollars sur les 100 millions qui lui avaient été consentis quatre ans auparavant, en 1959, par l'Union soviétique.

Conditions de crédit

Plus de 95 % de l'aide du COMECON prend la forme de crédits bilatéraux, remboursables à long terme. Les pays socialistes estiment en effet que le crédit a un avantage psychologique supérieur au don, puisqu'il crée un climat d'égalité et évite de provoquer un sentiment de dépendance de la part du bénéficiaire à l'égard du donateur.

A ce propos, il est peut-être intéressant de citer la déclaration d'un membre anonyme du Comité Skchakov (Comité d'État de l'URSS pour les relations économiques internationales, qui est l'organe suprême de la coordination de l'aide à l'étranger), déclaration rapportée dans une interview du *Time Magazine* ¹:

« Nous commençons par étudier le programme d'aide des Américains et nous tâchons de tirer des enseignements de leurs échecs. Nous sommes ainsi arrivés à la conclusion que les crédits sont plus efficaces que les dons, qui provoquent, du point de vue politique, un effet contraire à nos buts. Ainsi, nous ne faisons pas de cadeaux, sauf dans des cas exceptionnels tels que tremblements de terre, famine, inondations, ou éventuellement des cadeaux personnels, lorsque le patron offre, par exemple, un avion à un chef africain. A part cela, nous faisons tout à crédit et nous savons que c'est plus efficace. »

On insiste généralement sur les conditions avantageuses de crédit du COMECON. En effet, le taux d'intérêt pratiqué par l'URSS est très bas: 2,0 à 2,5 % par an. Les autres membres du COMECON ont été plus exigeants, demandant parfois de 5 à 8 %. En fait, selon la théorie socialiste, encore récemment en vigueur, ces crédits devraient être gratuits, puisque le capital n'a pas droit à une rémunération, seul le travail étant créateur de richesses. Néanmoins, les économistes du COMECON interprètent ce phénomène comme « le prix du sacrifice dû à la renonciation temporaire d'une partie des disponibilités nationales ».

La deuxième condition, à première vue très alléchante, est que les crédits sont consentis en monnaie locale ou en marchandises, et le remboursement s'effectue également

¹ P. 106, 1961.

de cette manière, principalement par la voie des livraisons de marchandises traditionnellement exportées. Une autre condition favorable aux bénéficiaires est que les crédits sont accordés à assez long terme. Ceux accordés par l'URSS portent en général sur 10-12 ans, ceux consentis par les démocraties populaires sont à terme un peu plus court, 8 ans en moyenne. Cependant ces durées n'ont rien d'extraordinaire comparées aux crédits occidentaux.

Le montant d'un crédit accordé par l'Union soviétique varie entre 40 et 100 millions de dollars et correspond souvent à un groupe de projets. Les démocraties populaires donnent en général des montants moins élevés.

Dans tous les cas, la durée s'adapte à l'objet du crédit, en ce sens que l'entreprise industrielle qu'il permet de réaliser rembourse elle-même son coût d'installation. Il est souvent stipulé que le remboursement se fera au moyen des produits de l'usine ayant été créée par le crédit du COMECON. De plus, une certaine fraction de production est souvent réservée pour le donneur de crédit, même au-delà de la fin de la période de remboursement. Cela assure évidemment un marché stable à l'entreprise créée par les moyens financiers du COMECON. C'était par exemple le cas de l'usine de pneus de voitures construite à Ceylan avec l'aide de l'URSS.

Ces usines, construites avec l'aide socialiste, restent la propriété exclusive du pays sur le territoire duquel elles se trouvent.

Que faut-il penser de ces conditions ? Elles valent ce qu'elles valent en pratique.

Retenons à ce propos leurs trois aspects principaux :

- Ces crédits sont effectués sur une base strictement bilatérale. Ce sont donc des prêts *liés*, qui lient deux contractants.
- Ces crédits sont destinés à une réalisation déterminée. Ils sont donc *liés* quant à leur utilisation.
- Ces crédits sont accordés et remboursés sous forme de marchandises déterminées.

L'ensemble de ces trois aspects nous pousse aux réflexions suivantes :

Il est indiscutable que le commerce et les crédits bilatéraux sont plus avantageux pour tout le monde que pas de crédits et pas de commerce du tout. Cela étant dit, il convient tout de même de signaler les inconvénients de cette situation. On sait que le rouble et la monnaie des autres pays membres du COMECON ne sont pas et ne peuvent pas être convertibles, tout au plus transférables, et encore... sur papier seulement. C'est le cas du rouble depuis janvier 1964. On sait également que l'or soviétique est réservé à de grandes circonstances, comme une pénurie alimentaire grave par exemple. Dans ces conditions, il faut donc se débrouiller avec les moyens du bord. Que se passe-t-il ?

Au moment de la signature de l'accord de crédit, on établit d'abord une liste des marchandises que le pays donateur est disposé à livrer à crédit au pays bénéficiaire. Chaque poste inscrit dans cette liste est ensuite affecté d'un prix. Ce prix n'est pas basé sur les coûts de production, mais sur le prix du marché mondial lorsqu'il est déterminable. Sinon, on choisit un prix « raisonnable ». Les prix, une fois déterminés, restent stables.

Ainsi, étant donné ces conditions, le pays bénéficiaire n'est pas libre d'aller avec son argent où il veut et acheter au meilleur prix, mais il doit acheter, dans un pays donné, une marchandise définie à un prix défini, cela dans un magasin défini, vu que le commerce extérieur est monopole d'Etat dans les pays du COMECON, et que les monnaies socialistes, insistons, ne sont pas convertibles.

Il n'est donc pas étonnant que les livraisons soient tellement en retard sur les engagements puisqu'il arrive très fréquemment, et c'est normal, que toutes les conditions ne puissent être réunies à la fois dans le pays donateur pour l'exécution des engagements contractés.

Le remboursement de crédit en marchandises peut poser des problèmes inverses pour le donateur. Il se peut qu'au moment du remboursement, il n'ait plus besoin des marchandises en question, ou que leur prix ait baissé entre-temps. Perte sèche pour le donateur. Du côté des pays en voie de développement, le remboursement en marchandises est aussi une affaire aléatoire. Supposons en effet que le prix de la marchandise en question monte passablement pendant la durée du crédit, les conditions du marché international étant favorables. Du fait qu'ils sont liés aux pays socialistes par le prix fixé, les bénéficiaires du crédit peuvent éprouver à leur tour une perte. Ce risque cependant n'est pas très grand.

L'utilisation des crédits et les réalisations principales

Rappelons que jusqu'à très récemment, les crédits ont été consentis pour des buts bien précis et spécifiés à l'avance. Plus de 20 % en ont été destinés à des investissements d'infrastructure, 60 % en ont été utilisés pour la construction d'entreprises de l'industrie lourde et énergétique. Plus exactement, 35 % ont été investis dans l'industrie sidérurgique, dans les charbonnages et dans l'industrie d'énergie électrique; 25 % ont été destinés au développement des industries chimique, pétrolière, mécanique et de construction. Les 40 % restant se répartissent comme suit:

- 12 % pour les transports et communications;
- 10 % pour les prospections géologiques et l'industrie minière;
- 11 % pour l'agriculture;
- 3 % pour l'éducation et la santé;
- 3 % pour la livraison de biens de consommation;
- 1 % or, ou devises pour difficultés de balances de paiement.

Selon les informations dont on dispose, la capacité des centrales électriques dans les pays bénéficiaires a augmenté de 40 % grâce à l'aide du COMECON. La capacité de production sidérurgique aurait presque doublé, de même que la capacité des raffineries.

Les réalisations les plus spectaculaires et les plus efficaces de l'aide socialiste sont sans doute le barrage d'Assouan en Egypte et l'usine sidérurgique de Bhilai en Inde. Ces deux projets sont précisément parmi ceux pour lesquels les Occidentaux se montraient difficiles. En effet, ils ont refusé le financement du barrage d'Assouan et posaient des conditions bien moins avantageuses que les Russes pour l'usine sidérurgique de Bhilai. Ces deux projets ont reçu une priorité absolue et, dans de tels cas prioritaires, le système socialiste est remarquable en rapidité et en efficacité: techniciens en nombre voulu, l'appareil de production des installations, l'organisation, l'expédition, bref: tout est mis en œuvre pour assurer le succès, ce qui ne manque évidemment pas de provoquer l'effet psychologique dans les pays en voie de développement.

Des résultats d'une qualité exceptionnelle ont été atteints également en Afghanistan en matière d'infrastructure — construction de route, d'aéroports. Tel a été le cas au Yémen également. Les raffineries de Homs en Syrie et celle de Gauhat en Inde sont terminées depuis plusieurs années. Les cimenteries et les sucreries construites par les Tchèques en Inde sont aussi de belles réussites.

Parmi les réalisations à caractère non économique, mais utiles et spectaculaires, mentionnons les instituts polytechniques à Conakry et à Rangoon, et les hôtels de luxe dans ces deux villes; les hôpitaux construits à Djakarta et à Phnom-Penh (Cambodge) et, finalement, les stades sportifs — dont l'utilité est d'ailleurs très discutable — à Conakry et à Bamako (Mali). Il paraît que ces bâtiments sont très bien équipés et très réussis du point de vue architectural.

Cependant, à part les succès, les pays du COMECON, tout comme les pays occidentaux, ont eux aussi essuyé des échecs dans certains cas. D'une manière générale, on peut dire que les programmes d'aide effectués dans les secteurs déficients — tels que l'agriculture, par exemple — dans des pays du COMECON même, n'ont pas réussi dans les pays du tiers monde non plus.

Les échecs sont dus, en outre, à plusieurs facteurs:

1. D'abord à l'inexpérience relative en matière des problèmes très complexes du développement dans les pays non européens.

Parmi les fautes connues, dues à cette inexpérience, il faut mentionner la préparation inadéquate de la centrale hydro-électrique au Népal, où l'on a choisi un emplacement qui ne permettait de construire qu'un barrage de 13 mètres de haut et ne pouvait être utilisé à plein rendement que pendant quatre mois par an. Ou prenons par exemple l'histoire des stations de radio de Conakry, construites sur une colline riche en minerai de fer. En Indonésie, une usine de superphosphate se construit dans une région où on n'a encore pas trouvé trace ni de soufre, ni de phosphate.

2. Certains problèmes, que les pays occidentaux connaissent également, proviennent des difficultés rencontrées sur le terrain de l'action: manque d'infrastructure, de moyens de transport et de stockage, manque de main-d'œuvre qualifiée, manque de sous-contractants pour des travaux plus simples, manque de possibilités d'entretien et de réparation des machines. Le manque de coopération de l'administration et des cadres locaux semble être responsable du fait qu'après sept ans d'efforts, aucune entreprise industrielle commencée par l'aide socialiste n'a pu être achevée en Indonésie.

3. Les pays socialistes, surtout l'Union soviétique ont tendance à transporter telles quelles leurs méthodes à des pays de conditions totalement différentes. C'est ainsi qu'ils patronnent de préférence les projets relatifs à l'industrie lourde. C'est ainsi que les routes construites en Indonésie par les méthodes valables en Russie disparaissent sous les pluies tropicales, les équipements industriels se rouillent dans l'humidité des ports africains et asiatiques. C'est ainsi également que les réalisations faites par les pays du COMECON sont bien souvent surdimensionnées par rapport aux besoins locaux. Prenons par exemple les hôtels à Rangoon ou à Conakry, qui sont aux trois quarts vides pendant presque toute l'année. La capacité d'un certain nombre d'entreprises industrielles, construites surtout dans les petits pays, surpasse de plusieurs fois la demande actuelle et potentielle.

L'équipement envoyé n'est souvent pas adapté aux conditions tropicales, comme, par exemple, les tracteurs livrés en Guinée et au Mali, avec cabine fermée et avec un système de chauffage supplémentaire.

Les Allemands de l'Est ont construit et livré, par exemple, un équipement parfait de sucrerie à betteraves à l'Indonésie. Le seul ennui est que l'Indonésie ne produit que de la canne à sucre.

4. Une autre cause de l'inefficacité de certaines livraisons en est la qualité médiocre et les dommages qu'elles subissent en cours de transport, étant donné leur emballage rudimentaire. Il paraît qu'un grand nombre d'équipements deviennent inutilisables après quelques jours de service.
5. Mentionnons enfin la lenteur de la bureaucratie, les difficultés de coordination des livraisons qui provoquent maints obstacles.

2. L'assistance technique

La deuxième forme d'assistance est l'assistance technique. Elle fait partie intégrante du crédit destiné à une réalisation industrielle. Les services sont donc payés par les pays bénéficiaires, à l'exception des licences qui sont données gratuitement.

En 1962, environ 8500 spécialistes des pays du COMECON ont séjourné plus d'un mois dans les vingt-cinq pays en voie de développement ayant bénéficié de l'aide des pays socialistes. Depuis le début du programme d'aide, leur nombre total a dépassé 50.000. Environ 70 % des experts viennent d'Union soviétique, les autres des démocraties populaires, sur tout de la Tchécoslovaquie, de l'Allemagne de l'Est et de la Pologne. Le nombre des experts socialistes en mission augmente régulièrement chaque année; il a presque doublé entre 1958 et 1962. En 1962, 30 % des experts ont été envoyés dans un seul pays, l'Afghanistan.

Le plus grand nombre des techniciens en mission s'occupent de la planification et de la construction d'entreprises industrielles. Un deuxième groupe, presque aussi important, fait des prospections de pétrole et de minerais.

Une autre forme d'assistance technique, pratiquée également par les pays membres du COMECON, est la distribution de bourses d'études pour les étudiants et techniciens des pays en voie de développement, afin que ces derniers puissent aller se perfectionner et se former dans des universités et des entreprises des pays socialistes.

L'un des traits caractéristiques de l'assistance technique est la collaboration étroite des experts locaux et étrangers au cours de la réalisation et de la mise en marche du projet.

3. Remarques sur l'évolution des échanges mutuels

Le tableau IV indique la part globale de ces échanges mutuels dans le total des échanges des partenaires socialistes, d'une part, et ceux du tiers monde, d'autre part. En examinant ce tableau, nous pouvons constater que le courant d'échanges des pays actuels du COMECON-tiers monde a enregistré une baisse sensible entre 1938 et 1953. Depuis 1953, il augmente beaucoup plus rapidement que le courant des échanges des deux régions. En 1963, les pays du tiers monde recevaient presque 11 % du total des exportations des pays du COMECON. Entre 1955 et 1963, les exportations totales du COMECON ont doublé, tandis que celles destinées aux pays en voie de développement ont presque quintuplé. L'accélération du taux d'expansion de ces échanges est particulièrement frappante pour les années 1960-1963.

Tableau IV

*La part des pays en voie de développement
dans le commerce extérieur des pays du COMECON
(en millions de dollars (FOB) et pourcentage)*

							INDICE	
	1938	1948	1953	1955	1960	1963	1963	1963
							1960 = 100	1955 = 100
(1) Exportation totale des pays du COMECON	1.960	3.170	6.780	7.950	12.980	16.980	131	214
(2) Exportation totale des pays du tiers monde	5.900	17.300	21.070	23.670	27.350	31.280	114	132
(3) Exportation totale des pays du COMECON vers le tiers monde	215	195	170	385	830	1.810	218	470
(4) Exportation totale des pays du tiers monde vers le COMECON	81	315	155	410	950	1.400	147	341
Dont: (4a) vers l'URSS	(21)	(170)	(65)	(165)	(505)	(740)	(146)	(448)
(4b) vers l'Europe de l'Est	(60)	(145)	(90)	(245)	((445)	(660)	(148)	(269)
(5) Rapport d'exportation COMECON (3:1) (en %)	11,5	6,1	2,5	4,9	6,4	10,7	x	x
(6) Rapport d'exportation tiers monde (4:2) (en %)	1,4	1,8	0,7	1,7	3,4	4,5	x	x

Pour les pays en voie de développement, le marché des pays du COMECON est moins significatif, bien que son importance n'ait pas cessé de croître depuis 1953. L'URSS et l'Europe de l'Est n'ont pris que 4,5 % du total de leurs ventes à l'étranger en 1963. A ce propos, il est intéressant à remarquer que, jusqu'en 1960, les six pays de l'Europe de l'Est ont représenté pour les pays du tiers monde un marché beaucoup plus important que l'URSS elle-même. Même depuis 1960, les 100 millions de consommateurs des démocraties populaires achètent en valeur presque autant de produits dans les pays en voie de développement que les 230 millions de consommateurs soviétiques. A notre avis, les démocraties populaires devraient représenter, pour les pays du tiers monde, un marché potentiel très intéressant dans l'avenir. En effet, la structure économique des petits pays de l'Est est beaucoup plus orientée vers les importations que l'économie soviétique.

On connaît le problème fondamental des économies des démocraties populaires d'Europe de l'Est: d'une part, production de machines et d'équipements souvent difficiles à vendre à l'étranger, pénurie plus ou moins constante de matières premières et troubles périodiques dans la production de biens de consommation courants et durables. Une collaboration plus intense entre l'Europe de l'Est et les pays en voie de développement contribuera certainement à remédier à ce déséquilibre chez les premiers et donnera une impulsion au développement économique du tiers monde. Le fait que les démocraties

populaires se soient mises à accorder des crédits à ces pays depuis quelques années indique une telle évolution. Il semble cependant qu'elle ait des limites, et, là précisément, l'existence du COMECON et le rôle qu'a joué l'URSS dans cette organisation ne favorisent guère l'essor de l'expansion des contacts directs entre les pays de l'Europe de l'Est et ceux du tiers monde.

En effet, la politique économique du COMECON vise encore à une autarcie régionale, voire nationale dans certains cas, en matière de production de produits primaires. Cela réduit évidemment les chances d'expansion des pays en voie de développement vers les pays du COMECON.

De plus, l'URSS joue souvent le rôle d'intermédiaire entre le tiers monde et l'Europe de l'Est, en achetant aux démocraties populaires les machines et équipements qu'elle exportera vers le tiers monde, et en leur revendant les produits importés par elle de ces pays. Le cas du coton égyptien a été l'exemple classique de cette politique.

III. CONCLUSIONS

Quelles conclusions pouvons-nous tirer de ce tableau sans doute très sommaire ? Comment apparaît la probable évolution de l'aide économique des pays du COMECON ?

Du point de vue des pays en voie de développement, la signification pour ainsi dire historique de l'apparition des crédits socialistes est qu'ils ont probablement puissamment contribué à l'épanouissement du courant neutraliste, position qui est chère désormais à de nombreux pays neufs. En offrant ou en faisant miroiter la possibilité d'une aide, les pays du COMECON ont proposé une alternative pour le tiers monde ; une alternative qui n'existait pas pour eux avant 1954-55, lorsque les seules sources d'assistance étaient les pays occidentaux. Or, le développement du neutralisme était précisément l'un des buts politiques de l'aide socialiste, et il faut dire que, sous ce rapport, le succès est impressionnant, d'autant plus qu'il a été obtenu à peu de frais ; simplement en promettant 6 milliards de dollars et en livrant pour 1 milliard et demi. Il est vrai qu'une bonne partie de ce milliard et demi a été utilisée d'une façon efficace, concentrée et rationnelle, quelquefois aussi d'une façon spectaculaire, de sorte que cette aide a pu provoquer le choc psychologique voulu.

Les pays du COMECON pourraient présenter en outre deux atouts sympathiques aux yeux des pays du tiers monde ; d'abord leur passé non colonialiste, ensuite leurs méthodes économiques qui ont permis à l'URSS notamment de passer en quelques décennies du rang d'un pays sous-développé à celui d'une grande puissance.

Par rapport aux buts politiques, l'opération « aide socialiste » est donc un succès incontestable, même si sa suite nous paraît très incertaine. En effet, aucun des pays bénéficiaires de cette aide ne s'est converti au communisme. L'acceptation de l'aide soviétique n'a pas empêché l'Iran ou l'Indonésie, par exemple, parmi les principaux bénéficiaires de l'aide socialiste, de poursuivre et d'arrêter en masse les membres du Parti communiste. Après dix ans d'efforts, nulle part le passage à la deuxième étape de la « révolution à deux étapes », n'a eu lieu.

Du point de vue économique, l'aide COMECON a contribué à renforcer le secteur d'Etat de l'économie. Cependant, elle n'a représenté qu'une petite fraction du total de l'assistance étrangère. Son effet et son influence n'étaient prédominants que dans la seule Guinée, pays qui pourtant n'a pas hésité à renvoyer l'ambassadeur soviétique pour tentative d'intervention dans les affaires intérieures.

En se plaçant du point de vue des pays du COMECON, il apparaît que l'exécution totale des engagements souscrits aurait demandé de très grands efforts de la part de ces pays. Un des reproches que les successeurs de M. Nikita Khrouchtchev lui ont adressés, c'est précisément qu'il a trop engagé son pays vis-à-vis de l'extérieur. Or, les leaders des pays du COMECON doivent se rendre compte qu'en se lançant dans un programme d'assistance, ils se sont mis dans un engrenage. En effet, ils ont été amenés à accorder ou renouveler des crédits, comme c'était le cas pour l'Algérie et pour l'Egypte. Ce dernier (280 millions de dollars) était nécessaire, puisque les premiers crédits accordés à ce pays, arrivaient à échéance sans que l'Egypte puisse les rembourser. Il faut donc continuer pour garder l'influence que les pays du COMECON ont acquise dans le tiers monde, d'autant plus que les Chinois se sont aussi mis à l'ouvrage et avancent des arguments très séduisants pour de nombreux pays du tiers monde. Dans leur lutte pour « gagner des âmes », les pays du COMECON devront renchérir. En même temps, les pays du tiers monde pourront désormais jouer, non pas sur deux mais sur trois tableaux.

Pour de nombreuses raisons cependant, la capacité de livraisons à crédit des pays du COMECON reste limitée.

Or, l'extension de la capacité d'assistance est conditionnée par la capacité et l'organisation du commerce extérieur, par le système économique, par les méthodes de gestion en vigueur à l'intérieur même des pays du COMECON. Il semble que, depuis quelque temps, des efforts sérieux aient été entrepris en vue de réorganiser certains aspects des économies des pays socialistes. Il est encore trop tôt pour pouvoir apprécier les résultats des réformes introduites ou envisagées dans ces pays, mais il est permis d'espérer que l'économie gagne du terrain sur le politique. Une telle évolution ne manquerait pas d'avoir une influence profonde sur l'attitude vis-à-vis des pays en voie de développement, en permettant de la dépolitiser davantage.

En effet, une décentralisation des courants commerciaux des pays du COMECON permettrait d'ouvrir plus largement les portes aux importations des produits du tiers monde. La multilatéralisation des échanges, la distribution des crédits commerciaux favoriseraient le développement d'une nouvelle division internationale du travail, profitable pour les deux parties.

CRÉDIT FONCIER VAUDOIS

auquel est adjointe la

CAISSE D'ÉPARGNE CANTONALE

garantie par l'Etat

Lausanne et ses agences

Prêts hypothécaires - Dépôts d'épargne - Emission de bons de caisse